

de ces *Carnets*, on ne pourra s'empêcher de regretter que ce riche document n'ait pas bénéficié d'un travail d'édition à la hauteur de son intérêt. Au-delà des quelques erreurs – parfois grossières cependant –, des quelques cartes par trop sommaires, d'une préface ne permettant guère de saisir l'originalité toute relative du document, ce sont les annotations trop rares, l'absence presque totale de mise en perspective de ce texte qui posent en partie problème : comment ne pas s'étonner, par exemple, de l'absence de toute comparaison avec les – certes moins riches – *Carnets de guerre et de captivité* d'Élie Préauchtat, soldat de la 9^e compagnie... du 74^e RIT, dont la publication ne peut avoir échappé aux éditeurs du texte¹⁰ ?

L'expérience de la guerre qui est celle de Paul Cocho – une expérience plurielle, irréductible sans doute en cela aux grands schémas d'analyse proposés par l'historiographie polémique de ces dernières années – n'a sans doute rien d'extraordinaire. Le récit qu'il en tire l'est sans doute beaucoup plus. Dommage que l'une, comme l'autre, n'aient pas été mieux mis en valeur : le renouvellement en cours – depuis une dizaine d'années – des recherches sur la Bretagne dans la Grande Guerre en aurait largement bénéficié.

Yann LAGADEC

Claude GESLIN, Patrick GOURLAY, Jean-Jacques MONNIER, Ronan LE COADIC, Michel DENIS, *Histoire d'un siècle, Bretagne 1901-2000. L'émancipation d'un monde*, Morlaix, Skol Vreizh, 2010, 398 p.

L'ouvrage a été coordonné par Michel Denis qui aurait dû en rédiger deux chapitres mais la maladie et la mort l'en ont empêché. Les auteurs ont voulu une histoire de ce vingtième siècle breton marqué, différemment, par les deux guerres mondiales, par un renouveau économique, social et culturel. Une synthèse, qui certes ne peut « tout dire », mais avec quelques oublis curieux tel le début de la Seconde Guerre mondiale. Un ouvrage centré sur la Bretagne, certains auteurs oubliant parfois le contexte général et surtout interprétant les faits du vingtième siècle dans une perspective téléologique, avec leurs yeux d'historiens de 2010. Or, l'historien doit d'abord resituer dans le contexte pour comprendre les attitudes et les comportements à un moment donné : ainsi, dire qu'en 1940, on pressent que la séparation des prisonniers de guerre d'avec les leurs sera longue, est faux. L'armistice de juin 1940 laisse espérer au contraire la signature proche d'un traité de paix.

¹⁰ PRÉAUCHAT, Élie, *Carnets de guerre et de captivité d'Élie Préauchtat, soldat à la 9^e C^{ie} du 74^e RIT de Saint-Brieuc*, Plessala, Association Bretagne 14-18, 2006. Dus à un officier dépendant d'un autre régiment territorial de la 87^e DT, les carnets de J. Clément, du 76^e RIT de Vitré, offrent eux aussi un utile complément, CLÉMENT, Joseph, *Carnets de guerre d'un officier d'Infanterie territoriale. Lieutenant Clément Joseph au 76^e RIT, [du] 5 octobre 1914 au 20 novembre 1918, et la première attaque aux gaz du 22 avril 1915*, Plessala, Association Bretagne 14-18, 2006.

Claude Geslin plante le décor d'une Bretagne très jeune, marquée par l'omniprésence de l'Église catholique, une agriculture de très petites exploitations mais aussi une industrie liée aux produits de la pêche et aux produits agricoles sans compter les industries d'État avec les arsenaux militaires. Société traditionnelle certes, mais ouverte : la République y est acceptée et les fondements de la démocratie-chrétienne s'enracinent ainsi que le parti socialiste unifié et les syndicats.

Le chapitre sur la Grande Guerre retrace aussi bien la vie à l'arrière que les combats et les pertes humaines. Celles-ci ne sont pas comprises entre 130 000 et 150 000 (p. 74), mais plus proches de 130 000 ; moi-même dans l'ouvrage écrit avec Claude Geslin (et non avec Michel Denis comme indiqué dans la bibliographie), j'ai donné un maximum de 130 000 et une étude plus récente établit le bilan à 125 070. Le regard porté par les autorités militaires sur les soldats bretons est ambivalent (courageux mais sales et indisciplinés), tandis que la population à l'arrière fait face. Toutefois, la longueur de la guerre, les pertes humaines, le nombre croissant de blessés et d'invalides conduisent peu à peu à une évolution des esprits ; le monde ouvrier renoue avec les grèves et le pacifisme prend un nouvel ancrage.

L'armistice de 1918 laisse une Bretagne durablement meurtrie par les morts célébrés par les monuments aux morts mais aussi par ses blessés et invalides qui hantent villes et campagnes, bouleversant peu ou prou l'équilibre fragile des exploitations agricoles lorsque le chef de famille est mort ou ne peut plus exercer son métier.

L'Entre-deux-guerres est aussi pour la Bretagne un « entre-deux » pendant lequel se perpétuent certains traits traditionnels et naissent de nouvelles attitudes, de nouveaux comportements qui s'épanouissent après 1945 : la contestation des agriculteurs avec le syndicat des cultivateurs-cultivant, le développement du mouvement ouvrier et la naissance du PCF. Mais des erreurs nuisent parfois au propos. Ainsi, en 1922, il ne s'agit pas du cardinal Roques mais du cardinal Charost (p. 150), le premier est arrivé comme archevêque de Rennes en juillet 1940 ; le second a eu un rôle considérable auprès des agriculteurs (développement de cours par correspondance pour les jeunes agriculteurs, sorte de formation continue avant l'heure). Il était aussi connu pour sa proximité avec l'Action française ; il s'efforça de peser auprès du pape en faveur des membres de l'Action française qu'il protégea après la condamnation de celle-ci.

Pour la Seconde Guerre mondiale, on ne peut que s'étonner du « saut dans le vide » auquel est contraint le lecteur, projeté dans l'occupation (titre du chapitre) sans aucune allusion aux faits qui ont conduit à cette dernière. Pas un mot sur le pacte de non agression germano-soviétique qui explique les arrestations d'élus communistes avant et après la défaite, pas un mot non plus sur la déclaration de guerre et ses conséquences (mobilisation des hommes, désorganisation de l'économie, etc.) dont l'exil de certains dirigeants du mouvement breton ; pas de déclaration de guerre, ni de mobilisation des hommes qui expliquent tout de même

la désorganisation et surtout la défaite de 1940, qui elle-même ne se comprend que par ce qui précède. Sur un sujet aussi sensible que celui de l'occupation, on aurait aimé là aussi un peu plus de rigueur dans les termes et la chronologie. Des chiffres sont assenés sans donner la source et sans nuance : il est quasiment impossible vu leur caractère fluctuant de connaître le chiffre de réfugiés en 1940, 900 000 ne peut être qu'une estimation, (à partir de quelle source ?), une fourchette aurait été préférable. Citer Mona Ozouf à propos du mouvement breton mériterait d'indiquer l'ouvrage ou l'article d'où est tirée cette citation, parler d'anglophilie à propos du départ de jeunes gens en juin 1940 vers le Royaume-Uni est inadapté : ils ne partent pas par amour de l'Angleterre mais surtout par refus de la défaite. On ne peut que regretter le flou sur le nombre de déportés en Bretagne (les chiffres existent) et l'absence de référence aux persécutions des juifs d'autant que l'étude très complète de Claude Toczé donne tous les éléments. D'une façon générale, ce chapitre est approximatif : les parachutages d'armes commencent bien avant mars 1944 et la résistance ne se réduit pas à la résistance militaire ou aux maquis. J'ajoute que la résistance bretonne n'est pas la seule concernée par l'appel à se soulever des 4 et 5 juin 1944, mais toute la résistance française. Les travaux récents sur l'épuration extra-judiciaire et judiciaire permettent d'être précis et de mieux mesurer son impact tout comme les travaux sur « les profits illicites ».

En 1944-1945, la population aspire à une société nouvelle et c'est le sens des années qui suivent la guerre. Le découpage chronologique de la période postérieure à 1945 est intéressant et valorise les principales étapes de la transformation de la région. Trois moments sont distingués : 1950-1972, 1972-1992 et 1992-2001 (voire au-delà). Les années cinquante et soixante sont des années de « rattrapage », de modernisation qui s'appuient sur les forces propres de la Bretagne : l'action des élus, de la JAC, de la CFTC, de la CFDT (qui ne « succède » pas à la CFTC, mais s'en sépare puisque la CFTC se maintient [p.311]) ; le rôle incitatif de l'État, réel, n'apparaît guère dans ce chapitre. L'action du CELIB est quelque peu surévaluée et marquée par la mémoire collective plus que par les études en cours qui nuancent le rôle du CELIB. Il est vrai que l'on assiste à une conjonction due à l'influence d'hommes, originaires de Bretagne, comme René Pleven ou Pierre Marzin, bien placés dans l'appareil gouvernemental et dans l'appareil d'État ce qui est souligné à juste titre ; mais il est quelque peu oublié que l'État a aussi sa propre politique d'aménagement du territoire qui coïncide ou non avec les aspirations des acteurs, économiques ou politiques, bretons.

1972 est une année-pivot en Bretagne dans le monde agricole (« grève du lait ») et dans le monde industriel (Joint français). En un sens, elle symbolise combien la Bretagne s'est transformée/modernisée mais aussi les fragilités de cette transformation/modernisation. Ce sont les années pendant lesquelles se produisent les premières marées noires, l'apparition des algues vertes, l'écologie y trouva un terreau favorable. Une partie importante de ce chapitre est consacrée à « l'affirmation

culturelle bretonne » et à « l'action laborieuse pour l'autonomie de gestion » ; dans les deux cas, l'écriture est toute entière tournée vers la Bretagne et semble oublier le contexte français et international. L'essoufflement du modèle breton tant en matière économique que culturel, ainsi que les signes de crise sont bien mis en avant mais l'auteur néglige trop le contexte de crise mondiale. C'est bien l'un des problèmes de ces chapitres couvrant la période 1940-1992.

Ronan Le Coadic traite de la fin du siècle et le début du XXI^e siècle. Un sous-titre, un brin provocateur, « des touristes ou des cochons ? » résume les limites du développement récent de la Bretagne, les conséquences de certaines transformations et leurs répercussions avec une société vieillissante, inquiète pour son avenir. Certes, mais là encore, est-ce vraiment une particularité de la Bretagne comme le laisse entendre la totalité du livre ?

Au total, une synthèse centrée sur la Bretagne, ce qui est normal mais au point trop souvent d'oublier le contexte national et international. Les chapitres traitant de la période allant de 1919 à 1992 insistent trop à mon avis sur une Bretagne victime de l'État centralisateur tout en soulignant à juste titre les motifs d'une fierté reconquise.

Sur le plan formel, les illustrations (photographies, cartes) sont nombreuses et variées, souvent inédites, avec un commentaire détaillé et non une simple légende ; il est dommage que ce soit gâché par une légende bleue claire sur fond blanc, rendant celle-ci peu lisible. Il est regrettable aussi que l'ouvrage ne semble pas avoir été relu avec suffisamment de soin, nombre de coquilles gênent (Christian Foucher pour Fouchet, par exemple).

En terminant, on peut dire que les auteurs expriment l'histoire d'une fierté bretonne reconquise, mais un peu trop ethnocentrée.

Jacqueline SAINCLIVIER

Françoise MORVAN, *Miliciens contre maquisards. Enquête sur un épisode de la Résistance en Centre-Bretagne*, Rennes, éd. Ouest-France, 2010, 398 p.

Faire le compte rendu de cet ouvrage, c'est pratiquement rendre compte de deux ouvrages en un ou en tout cas de deux approches non compatibles. En effet, il mêle l'analyse et la confrontation de documents pour établir des faits, d'une part, et, d'autre part, l'implication personnelle de l'auteur et surtout l'engagement dans une « croisade » contre tout ce qui de près ou de loin relève de l'autonomisme breton, le tout sur fond d'un air connu : les « historiens » (catégorie non délimitée) ne font rien, n'ont pas fait leur travail, etc. On retrouve aussi dans cette seconde approche, la confusion entre histoire et devoir de mémoire, digne sans doute de certains médias, mais pas d'un ouvrage d'histoire. Si l'enquête historique et l'engagement idéologique, l'indignation de la citoyenne sont en soi fort honorables, le mélange des genres nuit aux deux et c'est regrettable.